

ACTE 9 : MANIFESTONS SAMEDI 12

L'équipe CGT-Ford appelle à manifester ce samedi 12 janvier, à l'occasion de l'acte 9 du mouvement des Gilets Jaunes. Nous appelons l'ensemble des collègues à y participer nombreux et à venir avec les tee-shirts « Ford » pour faire le lien entre nos colères, celles contre les inégalités sociales, contre la précarité, les conditions de vie toujours plus difficiles, contre les licenciements et les fermetures d'usines.

Pour la première fois depuis longtemps, il semble possible de stopper les politiques de reculs sociaux et d'imposer des réponses à l'urgence sociale, des augmentations des salaires, des pensions de retraite, des minima sociaux...

Se rajoute l'importance de la lutte contre la répression très grave qui s'abat sur les manifestants. Il y a la brutalité policière, les gazages, les tirs de grenades, de flash-ball et les arrestations, les gardes à vue, les condamnations à des peines de prison.

Le camp des possédants ne supporte pas la contestation sociale et la remise en cause de leurs privilèges. A nous, les gens d'en bas, de défendre nos vies, nos droits démocratiques, notre liberté d'expression et de contestation.

Alors rendez-vous à 13h ce samedi 12 Janvier, Place de la Bourse à Bordeaux.

A QUAND L'UNITÉ ?

Nous n'irons pas à la réunion du Comité de Groupe de Ford Europe à Cologne. On en a ras le bol de ces réunions où la situation de l'usine Ford Blanquefort n'est même pas mise à l'ordre du jour.

De plus, nous regrettons fortement que les responsables des syndicats présents restent complètement passifs face aux agressions des dirigeants de Ford. Car avec Blanquefort, d'autres usines en Europe sont menacées.

Déjà récemment, les sites de Genk, Southampton, Dagenham ont été entièrement ou en partie fermés et il n'y avait eu aucune riposte. Nous avons proposé à plusieurs reprises d'organiser une journée d'action commune à toutes les usines. Mais rien n'a abouti.

Pourtant, des camarades syndicalistes à Valencia, Sarrelouis et Cologne sont d'accord pour construire la mobilisation et se défendre tous ensemble. Ils étaient d'ailleurs venus en septembre nous soutenir.

Une lutte d'ensemble reste d'actualité.



**872 salarié.e.s
3000 emplois induits
dans la région**

SAUVONS LES EMPLOIS

CONCERT DE SOUTIEN

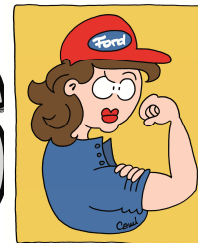
Nous sommes en train de travailler sur le projet d'un concert de soutien à la lutte contre la fermeture de l'usine, pour début mars. C'est important de faire du bruit, de montrer notre détermination à empêcher la catastrophe.

A suivre.

Bonnes nouvelles

n° 419-41 (10 janvier 2019) - Cgt-Ford

MÊME PAS MORT!



Journal de la lutte pour sauver l'usine et nos emplois

Tout d'abord, nous souhaitons à toutes et tous une bonne année... et surtout un emploi ou plus précisément un vrai revenu le plus longtemps possible.

Ce que nous ne nous souhaitons surtout pas c'est d'être virés et de se retrouver au chômage ou dans la précarité. Car dans la période actuelle et à nos âges, le risque est fort de tomber dans le gouffre du chômage longue durée. Et les annonces récentes du contrôle renforcé des demandeurs d'emplois sont lourdes de danger.

Voilà donc pour les malheurs qui nous attendent. Mais nous ferons tout pour ne pas y tomber. Et comme c'est le moment des résolutions, nous l'affirmons clairement que la nôtre consiste à sauver l'usine, à défendre mordicus nos emplois et ceux induits, à mener cette bataille avec toutes celles et ceux qui le voudront.

Ford n'a pas encore réussi à fermer l'usine, son PSE n'est pas encore homologué, nous ne sommes pas encore licencié.e.s. Nous pouvons encore espérer, alors nous ne lâcherons rien !

BERCY POUR COMMENCER

Les syndicats FO, CFE/CGC et CGT se sont rencontrés ce mardi 8 janvier.

Il nous fallait préparer la rencontre du lendemain, mercredi 9 janvier, à Bercy avec les cabinets des ministères de l'économie et du travail.

Le dispositif de rachat-vente de l'usine par l'Etat devrait nous être présenté avec plus de détails.

Nous discuterons des protections pour les salarié.e.s, des engagements prévus des uns et des autres.

Nous avons demandé la présence de Punch pour savoir où ils en sont de leurs projets.

Enfin, nous demanderons ce que l'Etat prévoit si Ford refuse toute solution, quelles autres solutions sont envisagées pour sauver l'usine ?

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

*Jeudi 10 janvier à 13h30
devant l'usine, pour
l'ensemble du personnel*

ET SI LE PSE N'ÉTAIT PAS HOMOLOGUÉ...

Ford a finalisé son PSE le 18 décembre. Mais pour le mettre à exécution, c'est-à-dire pour pouvoir commencer à licencier et à faire partir les salarié.e.s, il faut que la DIRECCTE donne son homologation. Ce qui n'est pas encore fait.

Le 7 janvier, les services de l'Etat informent Ford que le dossier PSE n'est pas complet, ce qui l'empêche de démarrer le délai de 21 jours avant de rendre son avis.

Ford est donc sommée d'apporter les documents exigés, des PV validés de réunions mais aussi la valeur totale des indemnités de licen-

ciements et de préretraite, celles-ci étant possiblement trop faibles au regard de la santé financière du groupe Ford.

C'est l'illustration du bras de fer qu'il y a entre l'Etat et Ford. C'est dans ce sens que nous agissons depuis des mois. En effet, depuis le début, la décision de Ford de fermer l'usine est totalement infondée. La procédure de fermeture repose sur des mensonges, des non respect de la réglementation notamment sur la recherche de repreneur.

Si le PSE n'était pas homologué fin janvier, alors Ford serait obligée de refaire une procédure PSE, ce qui permettrait deux choses importantes : revoir à la hausse les conditions sociales de départs et de donner du temps supplémentaire pour étudier les conditions d'une reprise de l'usine.

La non-homologation est clairement un objectif pour nous.

FORD RÉCLAME

C'est incroyable mais vrai. La mairie de Blanquefort a reçu un courrier de Ford demandant des comptes sur la non réception du dernier tiers des 10 000 euros que la ville devait donner à la multinationale tel que prévu dans l'accord de mai 2013.

Cet accord prévoyait en échange de subventions publiques importantes (Ville, Agglo, Département, Région, Etat, Europe) le maintien des emplois pour Ford.

On le sait Ford n'a pas respecté son engagement, elle a même perdu en justice quand nous l'avions attaquée il y a deux ans.

Et pourtant Ford réclame l'argent. Semblant ignorer que toutes les collectivités territoriales exigent officiellement le remboursement de toutes les subventions !

LENDEMAIN DE FÊTE



JUSQU'À LA RÉQUISITION DE L'USINE ?

L'Etat est en colère contre Ford. Il y a la possibilité de sauver l'usine et les emplois mais Ford s'y oppose et refuse de vendre son usine pour être certaine de la fermer.

Ford veut tout : payer le moins possible et avoir la garantie de n'avoir plus aucun compte à rendre par la suite et notamment en cas d'échec d'une reprise.

Alors l'Etat cherche une solution « originale » pour contourner le blocage de Ford. Si l'Etat rachète l'usine pour 1 euro, pour la revendre au repreneur, alors c'est l'Etat qui deviendrait responsable en tant que dernier acquéreur.

Mais l'Etat ne veut pas être le roi des pigeons et exige de Ford un

LES AMBASSADEURS C'EST NOUS

Les affaires sont les affaires. Alors que les dirigeants Ford essaient toujours de fermer leur usine de Blanquefort et se préparent à liquider d'autres usines en Europe, les voilà qui se payent un « ambassadeur » pour soigner l'image de la multinationale : « *il va nous aider à renforcer le capital sympathie de la marque* ».

Sans scrupule et avec cynisme, Ford finance une grosse campagne de publicité pour vendre ses produits tout en fermant son « ambassade » blanquefortaise et en licenciant ses 872 « ambassadeurs et ambassadrices ».

A nous de « soigner » l'image de Ford et de faire passer l'envie aux gens de s'acheter un véhicule Ford.

minimum d'argent. Car derrière il faut garantir les mêmes conditions sociales pour les salarié.e.s qui seraient licencié.e.s en cas d'échec. C'est un dispositif compliqué tant il s'agit de faire accepter la chose à Ford.

Et si Ford refusait encore ? Que ferait l'Etat, jusqu'où il irait pour sauver l'usine et les emplois ? Quelles solutions originales proposerait-il ? Serait-il question de réquisitionner l'usine, d'imposer à Ford de payer, de mettre en place réellement un boycott de la marque (dommage pour Teddy Riner) ?

Au bout, cela pose le problème de la volonté de l'Etat de reprendre la main sur des secteurs de l'économie qui sont détruits par les logiques capitalistes. Il en va de l'intérêt des salariés comme de la population. Il y a un moment où il faudra bien sévir et imposer une politique qui défende l'intérêt général.

Ce qui nous est présenté aujourd'hui comme irréaliste pourrait bien devenir les solutions de demain. Car rien n'est impossible, tout est question de choix politique.

